



2024-2025

RAPPORT D'ACTIVITÉS

CIDDHU.UQAM.CA

UQÀM



Clinique internationale
de défense des droits humains



L'œuvre en couverture de ce rapport est une aquarelle sans titre de l'artiste illustrateur thaïlandais **Jorm Sangsorn**. La démarche de l'artiste entrelace souvent nature, monde animal, fantaisie et représentations de femmes et d'enfants, dans un univers surréaliste aux couleurs douces et aux symboles forts.

TABLE DES MATIÈRES

Mot de l'équipe d'enseignement	1
Présentation de la CIDDHU	3
Nos cohortes	4
Dossiers clients	5
Automne 2024	5
Hiver 2025	8
Activités	11
Expérience terrain	13
Prix et bourses	14
Témoignage	16
Équipe de la CIDDHU	18
Direction et enseignement	18
Coordination	20
Équipe d'encadrement	21
Case managers	25
Financement	29
Faire un don	30

MOT DE L'ÉQUIPE D'ENSEIGNEMENT

Chères et chers ami·e·s, allié·e·s et partenaires de la CIDDHU,

L'année académique 2024-2025 a été marquée par un changement de paradigme important. Si la défense des droits humains était une activité difficile, voire risquée, avant le 20 janvier 2025, elle se trouve depuis dans une tourmente orageuse.

Dans un monde polarisé, les abus de droits et le discours violent deviennent de plus en plus une normalité - et même une inspiration. Nombreux sont les dirigeants (et quelques dirigeantes) qui font du pouce sur les dérives qui foisonnent ailleurs. Les personnes migrantes, les personnes autochtones, noires et de couleur, les communautés LGBTQ+, les femmes, les universitaires, les minorités religieuses... la liste des cibles est longue.

Il n'y a pas mille et une répliques aux tendances autocrates et haineuses. La réponse des personnes défenseuses des droits humains a toujours été celle de la résistance. Rappelons ce que cela signifie : résister, c'est s'opposer à ce qu'on n'approuve pas. Contester. Se heurter. Lutter.

Les projets de recherche-action clinique qui ont été réalisés par les personnes étudiantes cliniciennes de la CIDDHU s’inscrivent dans les luttes menées par nos organisations partenaires, que ce soit pour dénoncer, entre autres, le racisme médical, la violence vicariante ou les disparitions d’enfants autochtones. De plus, des équipes ont développé des outils pratiques sur les droits LGBTQ+, sur la prévention des grossesses précoces et sur le droit à la santé menstruelle. Nous aimerions remercier toutes les personnes étudiantes et bénévoles qui ont permis à la CIDDHU d’honorer son rôle d’alliée et de faire sa part pour résister.

Tout cela ne serait évidemment pas possible sans l’appui indéfectible de nos partenaires institutionnels – la Fondation de l’UQAM, la Faculté de science politique et de droit, l’Institut d’études internationales de Montréal, le Département des sciences juridiques et les associations étudiantes – ainsi que le soutien des donateurs et donatrices qui croient en notre mission et en l’impact de notre travail.

Merci à vous toutes et tous.

BONNE LECTURE !

Djemila Carron, Vanessa Tanguay et Mirja Trilsch

PRÉSENTATION DE LA CIDDHU

La Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) est une activité académique menée par des équipes étudiantes sous la supervision directe d'avocat.e.s et professeur.e.s, dans le cadre de laquelle sont entreprises diverses initiatives de promotion et de protection des droits humains. Depuis sa création en 2005, la CIDDHU a collaboré avec plus de 90 organismes partenaires répartis sur quatre continents.



À travers ses projets, la Clinique a développé une expertise dans divers domaines d'importance, dont les droits des peuples autochtones, les droits des femmes et des enfants, les droits des personnes migrantes et réfugiées, la lutte contre l'impunité, la sanction des violences sexuelles, la lutte contre la torture, ainsi que la défense des droits humains dans un contexte d'exploitation des ressources naturelles.

Première clinique de droit international des droits humains au Québec et au sein de la francophonie, la CIDDHU permet aux personnes étudiantes de s'impliquer directement dans le traitement de véritables dossiers. Les étudiant.e.s peuvent ainsi acquérir une expérience pratique dans la défense des droits humains, en plus de se familiariser avec les défis méthodologiques et éthiques que ce travail engagé implique. L'approche clinique, alliant la pratique à la théorie, offre une perspective nouvelle et nécessaire à la compréhension des enjeux liés à la protection des droits des personnes, des groupes et des peuples dans un contexte de mondialisation.

MANDAT

Former des étudiant.e.s à la pratique du droit international des droits de la personne par l'entremise de l'enseignement clinique, et apporter un soutien juridique gratuit aux victimes de violations de droits humains, de même qu'aux personnes luttant pour leur défense.

MISSION

Promouvoir les droits humains en soutenant les actions de la société civile liées à leur défense à travers le monde.

NOS COHORTES



AUTOMNE 2024



HIVER 2025



DOSSIERS CLIENTS

AUTOMNE 2024

CANADA : MISE EN ACCUSATION DE L'ÉTAT DEVANT LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES



NATIVE WOMEN'S
SHELTER OF MONTREAL
FOYER POUR FEMMES
AUTOCHTONES DE MONTRÉAL

Le mandat confié par le Foyer pour femmes autochtones de Montréal, en collaboration avec Amnistie internationale Canada francophone, consistait à contribuer à la rédaction de la mise en accusation de l'État canadien, ainsi que d'autres entités territoriales et religieuses, portant sur les disparitions d'enfants et les sépultures anonymes liées au système des pensionnats autochtones. Elle sera déposée devant le Tribunal permanent des peuples lors des audiences prévues à Montréal en 2026.



Plus précisément, l'équipe de la CIDDHU a rédigé la première partie de cette mise en accusation, qui présente une mise en contexte englobant les dimensions historiques, politiques, juridiques et sociales des systèmes des pensionnats autochtones au Canada et leurs conséquences.

AFRIQUE DE L'OUEST : DÉMYSTIFIER LE PLAIDOYER EN DROIT INTERNATIONAL POUR LES ORGANISMES DE DÉFENSE DES DROITS LGBTQI

En partenariat avec ÉGIDES, un réseau d'organismes engagés dans la défense des droits des personnes LGBTQI en Afrique de l'Ouest francophone, ce mandat visait à renforcer les capacités des organisations locales à faire du plaidoyer sur les droits LGBTQI à l'international. Dans le cadre du projet *Démystifier le plaidoyer en droit international pour les organismes de défense des droits LGBTQI*, l'équipe devait réaliser trois capsules vidéo de vulgarisation juridique, accompagnées d'une capsule introductive. Ces outils pédagogiques étaient conçus pour permettre à la société civile d'accéder librement à des ressources pratiques via le site web d'ÉGIDES. Les thématiques abordées dans les capsules incluent l'application des principes de Jogjakarta en droit international, la rédaction et l'utilisation des rapports parallèles, ainsi que les mécanismes des procédures spéciales des Nations Unies.



Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités

DOSSIERS CLIENTS

AUTOMNE 2024

CANADA : RAPPORT PARALLÈLE SUR LE RACISME MÉDICAL AU COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Dans le cadre du 7^e cycle de rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (DESC), la Clinique juridique de Saint-Michel (CJSM) et la CIDDHU ont collaboré pour présenter un rapport parallèle sur le racisme médical. L'équipe de la CIDDHU y a documenté les violations du droit à la santé et à la non-discrimination au Québec, en s'appuyant sur des données factuelles et qualitatives provenant notamment des collectes réalisés par la CJSM. Le rapport propose des recommandations pour remédier aux lacunes identifiées et contribue aux actions de plaidoyer de la CJSM pour lutter contre le racisme médical et promouvoir les droits humains.



HONDURAS : QUELLE PROTECTION POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE VICARIANTE ?



Avocats
sans frontières
Canada

Ce mandat consistait en la rédaction d'une note de service, en partenariat avec Avocats sans frontières Canada (ASFC), qui avait pour but de démontrer l'importance d'une protection spécifique pour les victimes d'actes de violence vicariante. La note de service comprend les caractéristiques de la violence

vicariante et son encadrement existant en droit international des droits de la personne. La violence vicariante est un type de violence de genre par lequel une femme est affectée à travers l'instrumentalisation de ses proches ou de ses enfants - elle possède un statut de double victime. En faisant une analyse comparative de plusieurs régimes juridiques, des différences, des similarités et des vides ont pu être observés pour identifier la qualification juridique de la violence, les éléments du crime et les autres caractéristiques du délit. Les lois de l'Espagne, de la Colombie, de l'Argentine, de la ville de Mexico et de l'Uruguay sur le sujet ont ainsi été analysées. Au niveau international, les recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) ont permis de constater les avancées en matière de protection des femmes et des enfants contre ce type de violence. Le mandat s'est conclu par la rédaction de huit recommandations pour la suite des choses au Honduras concernant la violence vicariante.



DOSSIERS CLIENTS

AUTOMNE 2024

BURKINA FASO : RÉDACTION D'UN RAPPORT PARALLÈLE DANS LE CADRE DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE DU PAYS



La CIDDHU a été mandatée par le Centre d'Information et de Formation en matière de Droits Humains en Afrique (CIFDHA) afin de rédiger un rapport parallèle. Ce rapport a été soumis dans le cadre de l'examen périodique du Burkina Faso par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

CÔTE D'IVOIRE : ÉTUDE SUR L'AUGMENTATION DES GROSSESSES PRÉCOCES

Le mandat faisait suite à un travail entamé à la session d'hiver 2024, et consistait à accompagner l'étude de l'augmentation des grossesses précoces en Côte d'Ivoire menée par le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF). Dans un premier temps, l'équipe a co-développé un questionnaire destiné aux jeunes et au personnel scolaire et communautaire de la région. Elle a notamment révisé et proposé des modifications au questionnaire, et a accompagné ses suggestions d'un document faisant état de la littérature appuyant celles-ci. Dans un second temps, l'équipe de la CIDDHU a rédigé un guide d'accompagnement, qui met en avant les bonnes pratiques en matière de planification, d'exécution de la collecte de données, et d'analyse des données.



DOSSIERS CLIENTS

HIVER 2025

AMÉRIQUE DU SUD : ALLÉGATIONS DE VIOLATIONS DES DROITS DANS LE CADRE D'UN PROJET EXTRACTIVISTE D'UNE ENTREPRISE MINIÈRE CANADIENNE

Le mandat, confié par une organisation non gouvernementale basée en Amérique du Sud, consistait à élaborer un guide présentant les voies de recours régionales et internationales qui s'offrent au partenaire dans l'objectif de dénoncer des violations de droits humains et environnementaux alléguées dans le cadre d'un projet extractiviste d'une entreprise transnationale. L'équipe de la session d'hiver 2025 a donc effectué des recherches approfondies sur les violations alléguées, pour ensuite sélectionner les mécanismes de plainte, d'enquête, d'action urgente ou de suivi les plus pertinents, conformément aux objectifs du partenaire d'obtenir la cessation des violations ainsi que des réparations pour les individus et communautés affectées. L'accent a été mis sur les systèmes interaméricain et onusien de protection des droits humains, mais l'équipe a également présenté d'autres recours possibles, tels que ceux existant dans le régime de l'Organisation internationale du travail.

AFRIQUE DE L'OUEST : D'AUTRES OUTILS DE VULGARISATION JURIDIQUE SUR LES DROITS LGBTQI



Alliance
internationale
francophone
pour l'égalité
et les diversités

Le mandat de la session d'hiver 2025 poursuivait le projet amorcé à l'automne 2024, visant à soutenir les organisations de défense des droits LGBTQI. Après les capsules vidéo, ce mandat consistait à créer des fiches de vulgarisation sur plusieurs

mécanismes internationaux : les comités DESC, des droits de l'enfant, des droits de l'homme, contre la torture, le CEDEF, les procédures spéciales des Nations Unies et le système régional africain de protection des droits humains. Les fiches répondent à des questions telles que : comment les acteurs de la société civile peuvent-ils participer à la procédure de rapport des États parties ? L'objectif était de produire des outils pratiques, adaptés aux réalités locales, pour renforcer les capacités des organisations afin qu'elles puissent mener des actions de plaidoyer à l'international.



DOSSIERS CLIENTS

HIVER 2025

CAMEROUN : LA GESTION DE L'HYGIÈNE MENSTRUELLE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



En partenariat avec l'organisme camerounais Women in Climate Change (WICC), l'équipe a mené un travail de recensement des meilleures pratiques en matière de santé et d'hygiène menstruelle, tenant compte de leurs implications sur le plan environnemental. Ce projet s'est

inscrit à l'intersection du droit international de l'environnement et des droits des femmes et à la santé. Dans un premier temps, l'équipe a identifié les droits transversaux sous-tendant le droit à la santé menstruelle ainsi que les interactions avec les enjeux de protection de l'environnement en droit international. Dans un second temps, l'équipe a recensé des mesures de mise en œuvre de ces droits par une diversité d'États agissant sur les enjeux qui sont au cœur de l'action de WICC. Elle a ainsi mis en lumière des politiques publiques et législations mises en œuvre avec succès dans des contextes socio-environnementaux similaires à celui du Cameroun, pratiques qui pourront inspirer l'action et les revendications de WICC dans la poursuite de ses objectifs.

AMÉRIQUE DU SUD : ÉTUDE DES STRATÉGIES DE MOBILISATION DES MÉCANISMES DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS PAR LES MOUVEMENTS DITS ANTI-DROITS

Ce projet de recherche, réalisé pour Avocats sans frontières Canada (ASFC), visait à documenter l'utilisation des mécanismes internationaux de protection des droits humains par les mouvements dits anti-droits, principalement opposés à l'accès à l'avortement. Plus



**Avocats
sans frontières**
Canada

précisément, le mandat portait sur les stratégies déployées par ces groupes au sein du système interaméricain et des Nations Unies, afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre et d'outiller ASFC et ses partenaires dans l'adaptation de leurs interventions à l'aide d'un rapport de recherche. La première partie du rapport identifie les principaux acteurs anti-droits actifs en Amérique du Sud et à l'international, en documentant leurs réseaux, arguments juridiques et modes d'intervention, notamment à travers le dépôt d'*amicus curiae*. Une attention particulière a été portée à l'affaire *Beatriz c. El Salvador*, emblématique des tensions entourant l'avortement dans le système interaméricain, ainsi qu'aux opinions dissidentes des commissaires de la Commission interaméricaine des droits de l'homme dans le rapport sur les droits humains au Honduras de 2024. La seconde partie explore les réponses de la société civile et des mouvements pro-droits, mettant en lumière des stratégies juridiques, politiques et sociales inspirantes, notamment en Argentine, au Chili et en Colombie. L'analyse révèle une instrumentalisation croissante du droit par les mouvements anti-droits, qui déploient d'importantes stratégies judiciaires pour légitimer leurs positions.

DOSSIERS CLIENTS

HIVER 2025

BÉNIN : RÉDACTION D'UN GUIDE DE MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS DU CEDEF

Dans le cadre d'un mandat confié par le Centre de Formation en Mécanismes de Protection des Droits Humains (CFMPDH), l'équipe de la CIDDHU a élaboré un guide pratique visant à appuyer la mise en œuvre des recommandations émises en octobre 2024 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) envers le Bénin. Ce guide avait pour objectif principal de fournir au partenaire des outils concrets, notamment des idées de mesures pour implémenter ces recommandations, ainsi que des indicateurs de suivi pour évaluer les progrès réalisés. En collaboration avec le CFMPDH, l'équipe a ciblé plusieurs recommandations prioritaires regroupées autour de cinq axes : l'accès à la justice, la lutte contre les violences fondées sur le genre, l'autonomisation des femmes, la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que le mariage forcé et la vie familiale. Le guide visait à renforcer la redevabilité de l'État tout en appuyant les efforts de la société civile dans son rôle de suivi et d'accompagnement. Il a été conçu comme un outil évolutif, utilisable sur le long terme.



MAROC : RAPPORT SUR LA MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS DE L'INSTANCE ÉQUITÉ ET RÉCONCILIATION



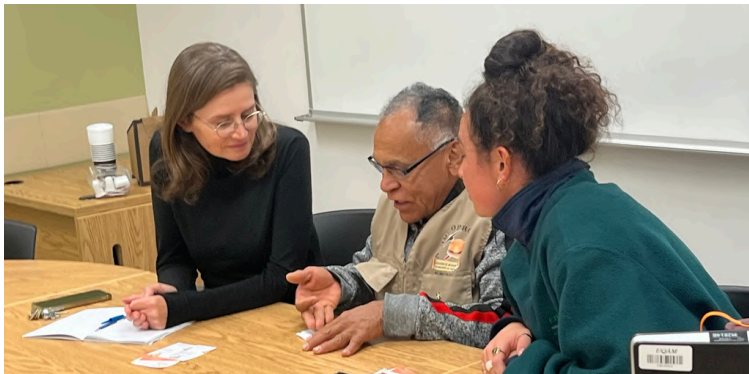
Le mandat visait à soutenir l'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) dans la défense des droits des personnes journalistes, activistes et prisonnières politiques au Maroc par la rédaction d'un rapport analysant les lacunes dans la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER) ainsi que les manquements aux obligations internationales du Maroc en matière de droits humains. Le rapport se concentre sur trois droits fondamentaux

(liberté d'expression, protection de la vie privée et respect des procédures judiciaires) et quatre recommandations de l'IER. L'objectif était de démontrer que la mise en œuvre de ces recommandations pourrait améliorer la défense des personnes injustement incarcérées et prévenir les arrestations arbitraires, tout en mettant en évidence les défis liés à la protection des droits fondamentaux dans les cadres législatif et politique du Maroc.

ACTIVITÉS

RENCONTRE AVEC LES REPRÉSENTANTS D'UNE COMMUNAUTÉ DE MINEURS ANCESTRAUX EN COLOMBIE

À l'automne 2024, Mirja Trilsch, directrice de la CIDDHU, et Marjolaine Bougie, coordonnatrice de la CIDDHU, ont rencontré **une délégation de mineurs ancestraux et traditionnels venus de Colombie**. Dans le cadre des activités extractivistes de plusieurs entreprises transnationales en Colombie, l'activité minière ancestrale est menacée, les communautés de mineur·e·s sont déplacées, intimidées, et leur travail, entravé.



Dans ce contexte, ASOMICOPRO, **une association de mineur·e·s traditionnel·le·s, a entrepris une tournée au Québec et au Canada** dans l'objectif de faire connaître leur situation et de tisser des liens avec des organismes de défense des droits humains.

ATELIER AUPRÈS DE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Le 25 novembre 2025, Mirja Trilsch et Marjolaine Bougie ont donné un **atelier interne à la Ligue des droits et libertés sur les mécanismes de plaidoyer à l'international en droits humains**. L'atelier offrait notamment un portrait des divers recours devant les comités et les procédures spéciales des Nations Unies qui pourraient être sollicités pour appuyer les actions de la Ligue des droits et libertés.



ACTIVITÉS

REGARDS CROISÉS SUR LE DROIT ET LES LUTTES POUR LA JUSTICE SOCIALE avec Laurence Guénette et Chantal Poulin

Dans le cadre du cours de la CIDDHU à la session d'hiver 2025, la cohorte a eu la chance de recevoir **Laurence Guénette**, coordonnatrice et porte-parole de la Ligue des droits et libertés, et **Chantal Poulin**, activiste et co-fondatrice du collectif Antigone. Toutes deux ont échangé avec la classe sur leurs expériences de militantisme et de lutte pour la justice sociale et environnementale. Elles ont partagé leur perception du droit comme levier d'action et de transformation sociale, tout en interrogeant l'effectivité de l'accès à la justice et les rapports de pouvoir à l'œuvre.

CONFÉRENCE

SILENCE, ON OPPRIME : LES CAMPUS FACE AUX DÉRIVES AUTORITAIRES

En mai 2025 s'est tenue à l'UQAM une conférence accueillant une délégation d'Amnistie internationale composée d'**Agnès Callamard**, secrétaire générale Amnesty International, **Ana Piquer Romo**, directrice Amériques Amnesty International, **Edith Olivares**, directrice Amnistie Mexique, **Paul O'Brien**, directeur Amnistie États-Unis, et **France-Isabelle Langlois**, directrice Amnistie Canada francophone. Animée par **Mirja Trilsch**, directrice de la CIDDHU, avec la participation de **Caroline Doyon**, directrice

adjointe de l'IEIM, la conférence portait notamment sur la répression visant les personnes étudiantes exerçant leur droit de manifester et leur liberté d'expression, en particulier aux États-Unis où l'administration Trump cible les étudiant-e-s démontrant leur solidarité avec le peuple palestinien.



© Caroline Hayeur | Amnistie internationale Canada francophone

EXPÉRIENCE TERRAIN

En octobre 2024, **Myriam Pigeon** et **Cloé Dubuc**, deux anciennes étudiantes de la CIDDHU, ont participé au **6^e colloque du Réseau des Cliniques juridiques francophones (RCJF)**, à Rabat, au Maroc, afin d'y présenter leur article intitulé « Analyse croisée de parcours académique et professionnel en clinique juridique : une comparaison entre la CDIPH et la CIDDHU ».

Celui-ci analyse de manière comparative les parcours respectifs de Myriam et Cloé au sein de la CIDDHU et de la Clinique de droit international pénal et humanitaire de l'Université Laval (CDIPH) au regard des trois rôles qu'elles ont occupés au fil des années : étudiantes, superviseuses, puis coordonnatrice et assistante à la direction. En ayant vécu l'expérience clinique « de l'intérieur » sous différentes responsabilités, **l'article met en lumière la vision holistique de l'enseignement clinique que les étudiantes ont acquise, leur permettant d'en saisir les multiples facettes et enjeux.**

La présentation de Myriam et Cloé à Rabat avait pour objectif de partager aux autres professionnel-le-s des cliniques juridiques les apprentissages, défis et réflexions qui ont découlé de leur parcours multidisciplinaire.

Les étudiantes ont rappelé les trois principales conclusions de leur article, soit **les bénéfices indéniables de l'apprentissage par la pratique** (« learning by doing »), **les défis inhérents au rôle des étudiant-e-s superviseur-e-s**, ainsi que **les enjeux administratifs et organisationnels des cliniques qui freinent le développement d'une pensée critique chez les étudiant-e-s.**



Au-delà de leur présentation, la participation des étudiantes au colloque a permis des échanges enrichissants et dynamiques avec des professionnel-le-s de cliniques juridiques francophones de plusieurs pays.

Une expérience qui illustre parfaitement le rayonnement de la CIDDHU à l'échelle internationale et la qualité du parcours académique et professionnel qu'elle offre à ses étudiant-e-s !

PRIX ET BOURSES

BOURSE-STAGE BANQUE SCOTIA-IEIM

Chaque année, la **Banque Scotia** et **l'Institut d'études internationales de Montréal** (IEIM) décernent des bourses-stages aux personnes étudiantes inscrites dans un programme en études internationales à l'UQAM.

Ces bourses-stages permettent aux personnes étudiantes de développer de l'expertise dans le domaine de la recherche scientifique, tout en contribuant à l'organisation d'événements académiques sous l'une des unités constituantes de l'IEIM.



Cette année, **Millia Luz Collombat**, étudiante à la CIDDHU et à la maîtrise en droit international, a obtenu une bourse-stage, ce qui lui a permis de réaliser un stage à la CIDDHU au courant de l'été 2025.

Félicitations Millia et merci pour ton implication à la CIDDHU !



PRIX DOMINIQUE-LAROCHELLE EN DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

Le **Prix Dominique Larochelle**, créé par la juge à la Cour du Québec, vise à récompenser annuellement un·e étudiant·e pour son engagement à la CIDDHU. **Marjolaine Bougie** a remporté ce prix en défense des droits humains pour l'année 2024-2025 afin de souligner son implication soutenue, notamment à titre de case manager, auprès de la CIDDHU.

Félicitations, Marjolaine !

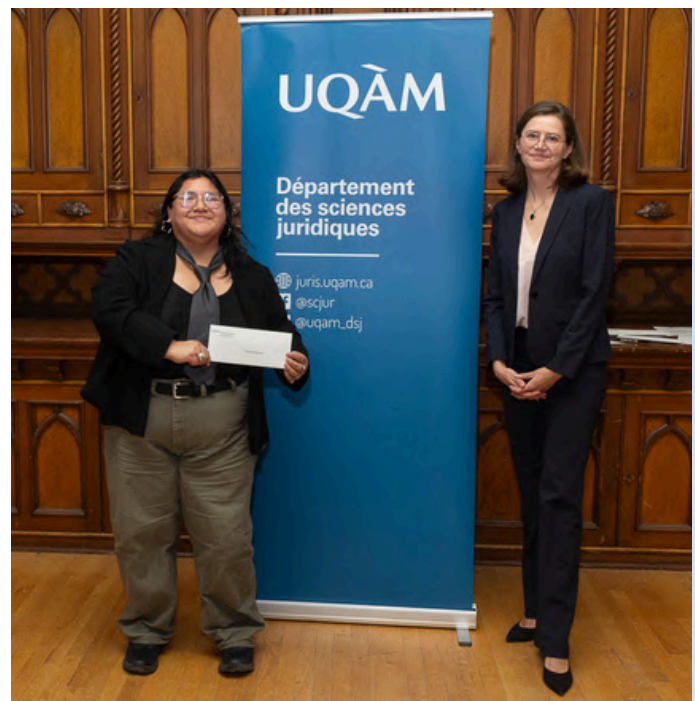
PRIX ET BOURSES

PRIX SOULIGNANT L'IMPLICATION DANS LES CLINIQUES JURIDIQUES

Bravo à **Andrea Velasquez Ruiz** pour son obtention du prix **Implication Cliniques Juridiques** de l'UQAM, remis à l'occasion de la soirée Reconnaissance du Département des sciences juridiques !

Andrea est titulaire d'un baccalauréat en droit obtenu dans son pays d'origine, le Pérou, ainsi que d'un diplôme de maîtrise en droit de l'UQAM. Son projet de recherche porte sur **les expériences, les défis et les résistances des femmes trans latino-américaines demandeuses d'asile** face aux politiques migratoires adoptées pendant le premier mandat de Donald Trump. Elle s'interroge principalement sur ce que révèlent les Queer Migration Studies quant aux défis spécifiques auxquels ces femmes ont été confrontées. Pendant la rédaction de son mémoire, elle a occupé le poste de coordonnatrice du projet **Démystifier le plaidoyer à l'international pour la défense des droits des personnes LGBTQI en Afrique**, mené par la CIDDHU en collaboration avec Égides. Elle a également été assistante de projet à la Clinique de solutions justes, dans le cadre d'un projet portant sur l'accès à la justice pour les femmes et pour les personnes LGBTQI ayant un statut migratoire précaire au Canada.

Ces expériences ont renforcé son engagement profond envers la justice sociale et les droits des personnes migrantes issues des communautés LGBTQI. Animée par une volonté de transformation sociale, elle souhaite, à long terme, exercer en tant qu'avocate spécialisée en droit de l'immigration, afin de contribuer à **bâtir un système migratoire plus humain, inclusif et intersectionnel.**



TÉMOIGNAGE

LÉA SERIER



Responsable des dossiers politiques, Association québécoise Plaidoyer-Victimes

J'ai eu la chance de m'impliquer au sein de la Clinique internationale de défense des droits humains (CIDDHU) à la session d'hiver 2019, alors que j'étais candidate à la maîtrise.

Le mandat confié à notre équipe par le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF), portait sur **l'élaboration d'un manuel de formation sur les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que sur la notion de travail décent, destiné aux femmes œuvrant dans des coopératives rurales en Côte d'Ivoire**. Ce projet a été une occasion précieuse de contribuer à renforcer les connaissances des femmes sur leurs droits fondamentaux, dans une perspective d'autonomisation.

La CIDDHU m'a montré comment le droit international peut servir d'outil de transformation sociale et de levier d'action, tant pour les enjeux internationaux que nationaux. Cette expérience a profondément marqué mon parcours et renforcé mon engagement envers la justice sociale et la défense des droits humains, en particulier la lutte contre les discriminations et les violences basées sur le genre.



Mes travaux de recherche ont par la suite porté sur les disparitions des femmes et filles autochtones au Canada, dans une perspective intersectionnelle. J'y ai analysé ce phénomène comme de graves violations des droits humains s'inscrivant dans un contexte colonial et de discriminations systémiques, en explorant la possibilité d'attribuer la responsabilité de l'État à cet égard ainsi que celle de le qualifier de crime international de disparitions forcées ou involontaires. En parallèle, j'ai eu la chance de m'impliquer dans divers laboratoires de recherche et auprès du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des Nations Unies.

TÉMOIGNAGE

J'ai ensuite travaillé au sein de Femmes Autochtones du Québec (FAQ) de 2020 à 2023, d'abord comme coordonnatrice Justice et sécurité publique, puis comme analyste de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). **Cette expérience m'a permis de promouvoir et défendre les droits et intérêts des femmes autochtones, en collaborant notamment avec le ministère de la Justice du Canada à la mise en œuvre de la DNUDPA.** J'ai également contribué à la préparation de soumissions portant sur des enjeux prioritaires nécessitant l'attention des instances internationales, notamment du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones lors de sa visite au Canada, que j'ai eu la chance de rencontrer : une expérience marquante et enrichissante !



Cette expérience a constitué un jalon déterminant dans mon engagement pour la défense des droits humains et alimente chaque jour mon désir de contribuer, humblement et à mon échelle, à un monde plus juste et inclusif pour toutes.

Depuis 2023, je travaille au sein de Plaidoyer Victimes, un organisme de défense collective des droits des personnes victimes d'infractions criminelles à l'échelle provinciale, à titre de responsable des dossiers politiques. **Ce rôle consiste notamment à élaborer des stratégies de plaidoyer devant les instances provinciales et fédérales et je continue à mobiliser les standards internationaux des droits humains pour analyser et promouvoir les droits des personnes victimes.**

En parallèle, je suis membre du comité sur les droits des peuples autochtones de la Ligue des droits et libertés, où nous travaillons sur divers enjeux liés aux droits humains des personnes autochtones au Québec. Parmi les dossiers en cours figurent notamment l'enjeu des femmes, filles et personnes 2ELGBTQIA+ autochtones disparues ou assassinées, ainsi que celui des enfants autochtones disparus dans les pensionnats et hôpitaux autochtones.

Je reste profondément reconnaissante envers la CIDDHU pour les connaissances, la rigueur et la vision qu'elle m'a transmises, ainsi qu'envers Mirja Trilsch, qui m'a encadrée durant la session d'hiver 2019 et avec qui j'ai toujours le plaisir de collaborer. **Cette expérience a constitué un jalon déterminant dans mon engagement pour la défense des droits humains et alimente chaque jour mon désir de contribuer, humblement et à mon échelle, à un monde plus juste et inclusif pour toutes.**

ÉQUIPE DE LA CIDDHU

DIRECTION ET ENSEIGNEMENT

MIRJA TRILSCH

Mirja Trilsch est la directrice de la CIDDHU depuis 2011. Elle est professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM où elle enseigne le droit constitutionnel et le droit international des droits de la personne. Détentrice d'une maîtrise (LL.M.) en droit international et comparée des droits humains de l'Université McGill, elle a obtenu son doctorat de l'Université de Düsseldorf, sa thèse portant sur la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels. La Pr Trilsch a collaboré avec de nombreuses organisations de défense des droits humains et a notamment dirigé plusieurs rapports parallèles destinés aux comités onusiens. Ses recherches portent sur la justice sociale, les droits humains et les stratégies pour les défendre. Depuis juin 2023, elle assume également la direction du Département des sciences juridiques de l'UQAM.



DJEMILA CARRON



Djemila Carron est professeur·e au Département des sciences juridiques de l'UQAM où iel enseigne notamment à la CIDDHU avec la professeure Mirja Trilsch. Iel est également à la direction de la Clinique de justice sociale de l'UQAM (cliniX). Après des études de droit à Genève, Moscou et Cambridge (USA), iel réalise un LL.M. à la Columbia Law School où iel s'investit dans la Human Rights Clinic. Iel est également titulaire d'un doctorat en droit international humanitaire de l'Université de Genève. Avant de rejoindre l'UQAM, Djemila Carron a co-créé et co-dirigé la Law Clinic sur les droits des personnes vulnérables de l'Université de Genève, puis la Applied Human Rights Clinic, qui réunissait des étudiant·e·s en droit de Genève, Nairobi et du camp de réfugié·e·s de Kakuma au

Kenya. Ses intérêts de recherche portent sur l'enseignement du droit ainsi que les approches de genres et sexualités en droit.

ENSEIGNEMENT

VANESSA TANGUAY

Me Vanessa Tanguay est professeure à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke où elle enseigne en droits et libertés et en droit du travail. Chargée de cours à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'UQAM de 2019 à 2025, elle a fait partie de l'équipe d'enseignement de la CIDDHU en 2024-2025. Le parcours de Me Tanguay relatif aux cliniques juridiques a débuté en 2009, lorsqu'elle a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante. Elle a poursuivi son implication en 2010 en contribuant à l'encadrement d'une équipe. En 2023-2024, elle a été responsable du Bureau d'assistance juridique internationale, une activité de clinique juridique de droit international à l'Université de Sherbrooke.



Elle s'est ensuite jointe à l'équipe de la CIDDHU à titre de co-enseignante et a supervisé des mandats portant notamment sur les enjeux de discrimination et de santé. Elle est détentrice d'un doctorat en droit portant sur les conceptions juridiques de l'égalité à la lumière des expériences vécues de femmes (DCL, McGill), une maîtrise en droit (LL.M., UdeS) s'intéressant à l'intersectionnalité en matière de discrimination, un baccalauréat en droit (LL.B., UQAM) et un baccalauréat en relations internationales et droit international (B.A., UQAM). Elle a été chercheure postdoctorale au sein du Groupe de recherche en santé et droit de l'Université McGill, où elle a aussi travaillé sur les enjeux d'exclusion et de marginalisation de certains groupes et populations vulnérables.

COORDINATION

MARJOLAINE BOUGIE

Marjolaine Bougie est diplômée des baccalauréats en droit (LL.B., 2025) et en relations internationales et droit international (B.A., 2023) de l'UQAM. Elle complète actuellement sa formation à l'École du Barreau. Elle a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante à l'automne 2022, en corédigeant un rapport parallèle en vue du quatrième Examen périodique universel du Canada. Marjolaine s'est à nouveau impliquée à la CIDDHU lorsqu'elle a débuté ses études en droit à l'automne 2023, cette fois en tant que case manager. Elle a travaillé sur quatre mandats portant sur l'analyse des standards internationaux relatifs aux conditions de détention dans les prisons,

la défense des droits des personnes prévenues et détenues autochtones au Canada, la rédaction de la mise en accusation du Canada devant le Tribunal permanent des peuples, ainsi que la défense d'une communauté locale face à une entreprise minière. Elle a été coordonnatrice de la CIDDHU au cours de l'année académique 2024-2025.



CHARLOTTE HAMEL



Charlotte Hamel est avocate et coordonnatrice des activités cliniques du Département des sciences juridiques de l'UQAM, qui comprend notamment les cliniques juridiques. Elle a eu le plaisir de se joindre à l'équipe de la CIDDHU. Charlotte a par ailleurs effectué sa maîtrise en droit à l'UQAM sur l'enseignement clinique au Québec. Elle souhaite contribuer à l'avancement des connaissances sur les différents types de modèles d'enseignement clinique et de pratique du droit en matière de justice sociale.

ÉQUIPE D'ENCADREMENT

NOÉMIE BOIVIN



Noémie Boivin est chercheure postdoctorale à Banting à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et coordonnatrice du Laboratoire pour la recherche critique en droit. Elle détient un doctorat en droit de la Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, une maîtrise en droit de l'Université du Québec à Montréal et un baccalauréat en relations internationales et droit international de cette même université. Elle est présentement chercheure associée à la Chaire de recherche sur la protection des personnes migrantes et le droit international et chercheure invitée à Universidad Iberoamericana Puebla (Mexique).

Noémie a également été doctorante invitée à l'École de droit de Sciences Po Paris et chercheure invitée au Colegio de la Frontera Sur (San Cristóbal/Tapachula, Mexique). Ses recherches s'intéressent aux catégories juridiques de la migration internationale, à l'intersection entre les systèmes d'immigration et d'asile, à la perspective décoloniale et à l'ethnographie juridique en contexte mexicain. Sa recherche doctorale, financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, a exploré la dichotomie entre régularité et irrégularité migratoire dans le cas de femmes étrangères à la frontière sud du Mexique (Tapachula). Son projet postdoctoral s'intitule : *Contention humanitaire de la migration irrégulière : ethnographie juridique en territoires de transit au Mexique*.

VALÉRIE BOUCHARD

Valérie Bouchard est chargée de cours et enseigne la méthodologie du droit, la méthodologie de la recherche, l'interprétation des lois, la propriété intellectuelle, de même que des cours de vulgarisation du droit à des non-juristes dans d'autres départements ou facultés.



ÉQUIPE D'ENCADREMENT

JULIE CARLESSO



Me Julie Carlesso est détentrice d'un baccalauréat en journalisme de l'UQAM, d'un baccalauréat en droit de l'UdeM et d'une maîtrise en droit international et politique internationale de l'UQAM. Elle est associée en litige chez Norton Rose Fulbright Canada, à Montréal. Elle a auparavant travaillé à titre d'auxiliaire juridique à la Cour suprême du Canada, auprès de l'Honorable Richard Wagner. Elle a, en outre, été impliquée à titre d'étudiante dans l'affaire *Nadège Dorzema et al*, portée devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme et pour laquelle la République dominicaine a été condamnée pour plusieurs violations des droits de la personne.

Me Carlesso a aussi été coordonnatrice de la CIDDHU et a effectué, dans le cadre de sa maîtrise, un stage juridique à la Commission interaméricaine des droits de l'homme à Washington, D.C.

EVELYNE DUMAS

Evelyne Dumas est membre du Barreau du Québec et avocate en litige civil au sein du cabinet Lapointe Légal depuis mars 2023. Sa pratique est orientée vers la défense des personnes victimes d'abus. Diplômée du baccalauréat en droit de l'UQAM, elle a complété son stage du Barreau auprès du Tribunal des droits de la personne. Elle est également diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM et candidate au DESS en droit et politiques de la santé à l'Université de Sherbrooke. Au retour d'une année d'études à l'Université des Études Internationales de Shanghai à l'automne 2018, elle a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante pour la rédaction d'un rapport sur les



réalités des défenseuses des droits humains en exil au Canada. Elle a par la suite poursuivi le travail entamé en tant que case manager à l'hiver 2019. À la session d'automne 2019, elle a participé à titre de case manager à l'élaboration d'un argumentaire sur l'impossibilité d'agir des femmes et des filles autochtones qui souhaiteraient dénoncer des agissements policiers au Québec. À l'automne 2022, elle a co-encadré une équipe ayant le mandat de rédiger un rapport discutant des impacts sur les défenseur·e·s des droits humains russes des mesures internationales adoptées à la suite de la guerre en Ukraine. À l'automne 2024, elle a encadré une équipe dans la mise à jour et la rédaction d'un rapport parallèle soumis devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, dans le cadre de l'examen périodique du Burkina Faso.

ÉQUIPE D'ENCADREMENT

LÉA LEMAY LANGLOIS

Léa Lemay Langlois est diplômée du baccalauréat en droit et du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM. Elle détient également une maîtrise en droit international des droits humains de l'Université Notre Dame aux États-Unis, qu'elle a complétée à titre de double boursière Fulbright et John Peters Humphrey. Me Lemay Langlois pratique auprès d'un cabinet d'avocat.e.s spécialisé.e.s en droit applicable aux peuples autochtones à Montréal. Auparavant, elle a travaillé au sein de diverses organisations académiques et de la société civile, notamment en tant que conseillère juridique en droits humains au Guatemala.



JUSTINE MONETTE-TREMBLAY



Justine Monette-Tremblay est candidate au doctorat en droit international à la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa. Dans le cadre de sa thèse doctorale, elle cherche à déterminer si les commissions de vérité et de réconciliation permettent aux victimes d'obtenir un sentiment de justice. Ses recherches sont financées par le Fonds de recherche du Québec, Société et culture. Justine est également adjointe à la rédaction senior pour la Revue Canadienne Droit et Société et professeure à temps partiel à l'Institut d'études féministes et de genre de l'Université d'Ottawa. Depuis 2020, elle est membre du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne

de l'Université d'Ottawa. Justine détient un master en droit des libertés de l'Université Grenoble Alpes en France, un diplôme d'études supérieures spécialisées en études internationales de l'Université de Montréal et un baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM, où elle a été impliquée dans différentes activités de défense des droits humains. Elle a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante en 2014, puis en tant que case manager en 2016. Elle y enseigne et encadre depuis l'automne 2025.

ÉQUIPE D'ENCADREMENT

ÉLOÏSE OUELLET-DÉCOSTE



Me Éloïse Décoste est professeure à la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, où elle enseigne en droits autochtones et en droit public. Elle a fait partie de l'équipe d'enseignement de la CIDDHU à titre de chargée de cours de 2022 à 2024. Elle est également candidate au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où elle travaille sur la réparation des violations des peuples autochtones du Canada à la lumière des standards de droit international. Antérieurement, Me Décoste a travaillé pour la division juridique du Comité international de la

Croix-Rouge (CICR), de même que pour le bureau du Rapporteur spécial sur la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Me Décoste est titulaire d'un LL.M. *summa cum laude* de la Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights et d'un baccalauréat bijuridique de l'Université McGill. Elle est membre du Barreau du Québec.

JULIETTE STROHBACH

Juliette est diplômée d'un baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM (2019) et d'une maîtrise en développement international et mondialisation avec spécialisation en études féministes à l'Université d'Ottawa (2022), où elle s'est penchée sur la violence sexuelle commise par les forces de l'ordre en contexte de soulèvements populaires dans le cadre de sa thèse. Juliette travaille aujourd'hui en équité, diversité et inclusion, particulièrement dans le milieu de la recherche. Auparavant, elle a travaillé avec plusieurs organisations sur les questions d'équité, de genres et de violence, notamment en Colombie et en Bolivie. Elle s'implique à la CIDDHU depuis 2018, d'abord comme étudiante, puis case manager et maintenant comme encadreuse. Ayant travaillé sur différents mandats de plaidoyer au Canada, au Honduras et en Côte d'Ivoire, elle appuie généralement les équipes sur les enjeux de santé sexuelle et reproductive.



CASE MANAGERS

IRIS DELGADO-LAPOINTE

Détentriche d'un baccalauréat en relations internationales et droit international (2024) de l'UQAM, Iris poursuit actuellement une maîtrise en développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa. Son projet de recherche porte sur les organisations de la société civile impliquées dans l'accueil et la défense des droits des personnes migrantes au Chiapas (Mexique), un travail qui la mènera à effectuer une recherche terrain à l'hiver 2026. À l'automne 2023, Iris a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante, où elle a travaillé sur un mandat portant sur le principe de légalité pénale au Honduras en collaboration avec Avocats sans frontières Canada (ASFC). Elle a ensuite rejoint l'équipe de la CIDDHU en tant que case manager à l'hiver 2025, ce qui lui a permis de travailler à nouveau avec ASFC sur un mandat portant sur l'accès à l'avortement et la santé reproductive en Amérique du Sud. Pour la session d'automne 2025, elle est à nouveau case manager dans le cadre d'un mandat avec AFSC portant sur le Sénégal.



RANA HAIDAR

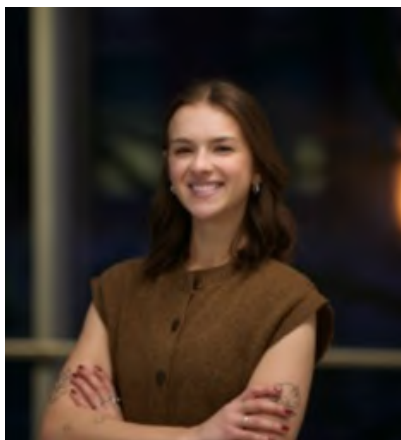


Rana est une étudiante à sa dernière année du baccalauréat en droit. Avant d'entamer ses études en droit, elle a obtenu un baccalauréat en sciences biomédicales, ce qui lui a permis de développer une solide compréhension des enjeux de la santé publique. Par son engagement envers les questions de justice sociale et d'équité dans le système de santé et par sa passion pour le droit de la santé, elle aspire à travailler dans ce domaine, en particulier au niveau des enjeux de racisme médical et d'accès aux soins de santé pour les populations vulnérables.

Dans le cadre de son implication avec la CIDDHU, elle a eu l'occasion de travailler sur la production d'un rapport parallèle sur le racisme médical avec la Clinique juridique de Saint-Michel (CJSM). Ce rapport avait pour but de mettre de l'avant les enjeux de racisme médical et d'accès à la santé au Québec et d'émettre des recommandations afin de pallier ces enjeux. La session suivante, elle a ensuite eu l'occasion de travailler en tant qu'encadreuse, cette fois en collaboration avec Women in Climate Change (WICC), un organisme au Cameroun, sur un rapport abordant l'impact des changements climatiques sur le droit à la santé menstruelle des femmes camerounaises.

CASE MANAGERS

KORINE LADOUCEUR



Korine est diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international à l'UQAM depuis 2022 et complète actuellement une maîtrise en études autochtones à l'UQAT, où elle se concentre sur la justice et les femmes en contexte autochtone. Elle est également chargée de projet en justice communautaire au Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. Ayant participé à la CIDDHU à l'automne 2021 dans le cadre d'un mandat avec Avocats sans frontières Canada (ASFC), cette expérience clinique a confirmé et motivé son intérêt pour la défense des droits humains et l'accès à la justice.

Son implication à la CIDDHU en tant que case manager à l'automne 2024 s'inscrit en continuité avec son parcours, cette fois-ci aux côtés d'une équipe étudiante travaillant sur un rapport parallèle présenté devant le Comité des droits de l'homme et relatif aux droits civils et politiques au Burkina Faso.

CÉCILIA PHILIPPE

Cécilia Philippe est étudiante au DESS en droits humains à l'Université du Québec à Montréal depuis janvier 2024. Ayant participé au cours de la CIDDHU à l'hiver 2024, Cécilia a pu obtenir une première expérience de droit clinique en travaillant sur les enjeux touchant à la santé sexuelle des filles et femmes en Côte d'Ivoire. Au semestre d'automne 2024, elle a eu le plaisir de s'engager en tant que case manager d'une équipe d'étudiantes continuant ce dernier mandat portant sur les grossesses précoces. S'engageant dans de nombreuses activités associatives, elle continue de développer des intérêts profonds envers les droits humains et la justice sociale.



Dans ce sens, elle a effectué son stage de maîtrise au Bureau international des droits de l'enfant à Montréal. Elle a également occupé le poste de coordonnatrice du blogue Un seul monde de l'IEIM jusqu'en juillet 2025. Aujourd'hui, elle réalise son stage de fin d'études au sein du Sous-Comité pour la prévention contre la torture au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève.

CASE MANAGERS

MYRIAM PIGEON

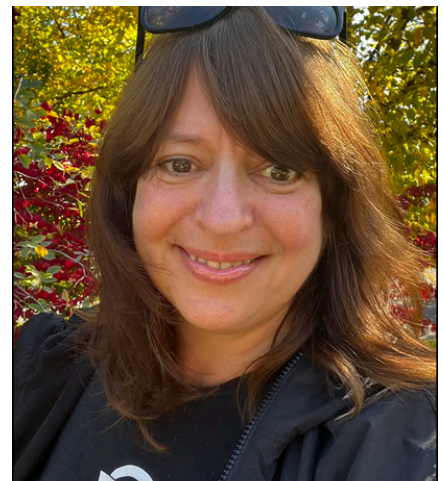


Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international (2021) et du baccalauréat en droit (2024) de l'UQAM, Myriam complète actuellement sa formation juridique à l'École du Barreau du Québec. En tant qu'étudiante à la CIDDHU à l'automne 2020, elle a participé à la rédaction d'un *amicus curiae* portant sur les normes interaméricaines des droits humains en matière d'accès à la justice dans un contexte de corruption. Depuis, elle s'est impliquée dans de nombreux dossiers de la CIDDHU comme case manager.

Passionnée par la défense des droits humains, Myriam a travaillé comme conseillère juridique volontaire au Honduras avec Avocats sans frontières Canada et fait aujourd'hui partie du groupe de travail sur les droits sexuels et reproductifs de l'Association nationale Femmes et Droit. Elle travaille actuellement comme auxiliaire de recherche pour le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion de la vérité, de la justice, des réparations et des garanties de non-répétition.

CHRISTINE SIMARD

Christine Simard est étudiante au diplôme d'études supérieures en droits humains à l'UQAM. Elle a travaillé pendant vingt ans dans la gestion des médias et des communications, avant de se tourner vers les droits humains. Dans le cadre de ses études, elle a participé à la rédaction d'un rapport parallèle pour le Comité des droits des personnes handicapées au sein de la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU). Christine détient également un baccalauréat en enseignement de l'histoire et une maîtrise en histoire de l'UQAM.



CASE MANAGERS

ÉLISABETH THIBAUT

Me Élisabeth Clara Thibault est diplômée du baccalauréat en droit de l'UQAM avec une concentration en communication internationale. Elle a participé à la CIDDHU comme étudiante, puis s'y est impliquée à titre de case manager et de coordonnatrice. Durant son parcours universitaire, elle a effectué un stage à la Clinique d'information juridique de l'Université Concordia et auprès d'Avocats sans frontières Canada, puis elle a participé à la cocréation de la Clinix à l'UQAM. Elle a ensuite complété son stage du Barreau au Tribunal des droits de la personne. Me Thibault est actuellement avocate au Centre de justice de proximité du Grand-Montréal. Elle pratique principalement en droit de la famille, du logement et du travail.



ANDREA VELASQUEZ RUIZ



Andrea Velasquez Ruiz est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université Nationale Majeure de San Marcos (UNMSM) au Pérou, ainsi que d'une maîtrise en droit, avec une concentration en droit international et politique internationale, obtenue à l'UQAM. Elle a effectué un stage à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) à Washington D.C., et a été bénévole dans le domaine juridique au sein de Generación Orgullo, une association civile engagée dans la défense des droits des personnes LGBTQI+ au Pérou. Andrea a également été étudiante à la CIDDHU durant l'hiver 2024, où elle a travaillé sur la mise à jour de l'ESAP dans le cadre d'un cas de violence fondée sur le genre

devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Depuis l'automne 2024, elle est case manager à la CIDDHU. Elle a aussi travaillé comme assistante de projet à la Clinique de Solutions Justes, dans le cadre de la rédaction d'un rapport sur l'accès à la justice pour les femmes migrantes et les personnes LGBTQI+ ayant un statut migratoire précaire au Canada. Elle est actuellement organisatrice communautaire au sein du Conseil québécois LGBT.

FINANCEMENT

UN SOUTIEN IMPORTANT

Une fois de plus cette année, la CIDDHU a pu compter sur le soutien financier de plusieurs associations étudiantes de l'UQAM, soit l'Association des baccalauréats interdisciplinaires des champs d'études politiques de l'UQAM (ABICEP), l'Association étudiante des cycles supérieurs en droit de l'UQAM (AECSD-UQAM) et l'Association des étudiantes et étudiants en droit de l'UQAM (AEDUQAM). Elle a également bénéficié d'un soutien de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM (FSPD) et du Département des sciences juridiques de l'UQAM (DSJ), ainsi que de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM). La CIDDHU a pu, en outre, bénéficier du financement du programme Connaissances en action de l'UQAM, qui a soutenu la réalisation du projet *Démystifier le plaidoyer en droit international pour les organismes de défense des droits LGBTQI*, en partenariat avec le réseau ÉGIDES.

De plus, nous sommes honoré.e.s de pouvoir compter sur les dons de certain.e.s collègues, ancien.ne.s étudiant.e.s et ami.e.s qui contribuent au développement de la CIDDHU, année après année.

UQÀM Faculté de science politique
et de droit

Université du Québec à Montréal

CRSH  **SSHRC**

Conseil de recherches en sciences humaines
Social Sciences and Humanities Research Council

UQÀM Département des sciences
juridiques

FACULTÉ DE SCIENCE POLITIQUE ET DE DROIT
Université du Québec à Montréal

UQÀM



Institut d'études
internationales
de Montréal

UQÀM Service des partenariats
et du soutien à l'innovation

Université du Québec à Montréal

COMRADES
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR
LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

FINANCEMENT

FAIRE UN DON

Malgré cet appui, la Clinique continue d'éprouver des besoins criants en matière de soutien financier pour garantir la poursuite de ses projets de défense des droits humains. Si vous désirez contribuer au succès de la CIDDHU, nous vous invitons à faire parvenir vos dons à la fondation de l'UQAM :

PAR COURRIER

Fondation de l'UQAM

Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec), Canada H3C 3P8
Tel : +1 (514) 987-3000 poste 4805
Fax : +1 (514) 987-6739
Courriel : fondation@uqam.ca

EN LIGNE

<http://www.fondation.uqam.ca>

Numéro d'enregistrement de
l'organisme :
11892 1808 RR0001



**Veillez prendre note que des reçus peuvent être remis
pour les dons qui seront effectués !**

COORDONNÉES

CONTACT

Tél. : +1 (514) 987-3000 Poste 3892

Fax : +1 (514) 987

Courriel : coordination.cidddhu@gmail.com

NOUS SUIVRE



<https://cidddhu.uqam.ca/>



@LaCIDDDHU



@cidddhu_uqam



Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM - CIDDDHU



**Université du Québec à Montréal
Département des sciences juridiques
Case postale 8888, Centre-Ville
Montréal, Québec
H3C 3P8
Canada**

UQAM



**Clinique internationale
de défense des droits humains**